

en Sibérie, en 1919-1920 et, jusqu'en 1927, Commissaire du Peuple aux P. T. T.

A côté d'eux, il faut signaler les zinovievistes Evdokimov, secrétaire du Comité Central, vieux bolchevik de 1904, un des ouvriers qui défendirent Leningrad; Bakkaiev, ancien Président de la Tcheka à Leningrad en 1919; les trotskystes Ter-Vaganian, écrivain et fondateur de la revue « Bannière du Marxisme » et Mratchkowski, un autre fondateur de l'armée rouge.

On a déjà remarqué que Smirnov, pendant les débats, a gardé une attitude de dénégation, mais comme l'a déclaré le procureur dans son réquisitoire : « l'accusation a des preuves absolument suffisantes pour affirmer que l'accusé Smirnov était le dirigeant clandestin des trotskystes ». Cela a suffi pour le faire condamner à mort.

Il faut souligner les dernières déclarations faites par Kamenez et Zinoviev :

« Je me demande, a dit Kamenev, si c'est un hasard que sur le banc des accusés — à côté de nous — se trouvent des émissaires des polices étrangères. Ce n'est pas un hasard. Nous sommes assis ensemble avec les agents des polices secrètes étrangères parce que notre arme était la même; parce que nous étions déjà la main dans la main avant que nos sorts ne se soient unis sur ce banc d'infamie ».

Et Zinoviev, à son tour, a déclaré :

« Je m'avoue coupable d'avoir été le principal organisateur de l'assassinat de Kirov.

« Mon bolchevisme a varié, a dégénéré en anti-bolchevisme et, par le trotskysme, je suis arrivé au fascisme. Le trotskysme est une variété du fascisme et le zinovievisme est une variété du trotskysme ».

Ces déclarations nous donnent une explication, la plus humaine, de l'attitude des accusés.

Ce sont là des déclarations politiques dans le genre de celles entendues lors des procès contre les saboteurs de l'économie et de l'édification socialiste, en 1933. Elles servent à des fins politiques intérieures et s'obtiennent en échange d'une promesse de vie sauve.

Mais quand il s'agissait de véritables saboteurs et d'agents de l'impérialisme étranger, la promesse a été tenue et les divers Ramsine ont même été réintégrés dans la direction de l'appareil économique du pays. Tandis que les derniers accusés — et qui étaient presque tous de véritables loques

humaines — pour le seul fait que leur passé révolutionnaire pouvait constituer un danger pour l'avenir du centrisme, ont été impitoyablement supprimés.

C'est avec une véritable nausée qu'on lit les commentaires de la presse centriste. Après le cynisme de la justification, on en arrive à tourner les victimes en dérision.

Dans l'« Humanité » du 28 août, un certain Magnien écrit : « Quand les accusés approuvèrent le réquisitoire de Vychinsky, réclamant qu'ils soient fusillés, ils ne firent qu'exprimer leur conviction qu'ils n'auraient aucune pitié à attendre. Ils raisonnèrent froidement : nous voulons vous assassiner, vous nous exécutez : c'est juste. Ces seize assassins (de qui ?) sont donc bien restés jusqu'au bout des ennemis acharnés du parti communiste, de l'Etat et du peuple soviétique et leur mort a nettoyé l'atmosphère du pays du socialisme qu'ils souillaient de leur présence ».

Mais que dire des différentes lettres publiées par les ci-devant oppositionnels dans la presse soviétique.

S'il s'agit de Radek qui, dans la « Pravda » du 21 août — presque au même moment où le procureur le mettait en cause — écrivait contre le « bandit sanguinaire » qu'est Trotsky, cela ne peut nous étonner. Déjà, en 1929, il a été un délateur et un provocateur. Et de Rakovsky, dont en 1929, on avait admiré l'attitude ferme, qui adresse une pitoyable épître de basse flatterie à Staline et qui demande qu'on fusille les agents trotskystes. Et de Piatakov, qui affirme « qu'on peut considérer comme établi que Trotsky et seul Trotsky est l'organisateur des infâmes assassins en U. R. S. S. ».

Et, enfin, de Préobajensky, connu de nombreux militants italiens qui, dans une lettre la plus répugnante de toutes, déclare que le bandit Trotsky, cet organisateur d'assassins et d'alliés de la Gestapo, ce chien enragé du fascisme, ne mérite pour ses buts infâmes, que le châtement suprême.

Par pudeur, nous ne parlerons pas de la lettre — conçue dans les mêmes termes — de Kroupskaïa.

C'est toujours le même leit-motiv : l'encensement de Staline, une récitation de « mea-culpa » et attaques féroces contre Trotsky. En même temps que contre les trotskystes-zinovievistes, commencent cette fois les répressions contre la droite et con-

tre beaucoup d'autres éléments ayant appartenu à différents groupes d'opposition.

Le procureur a mis en cause, pendant le procès même Tomsky, Boukharine, Rykov, Ouglanov, Radek, Piatakov, Serebriakov et Sokolnikov.

Sokolnikov et Serebriakov ont été immédiatement déférés en justice. Tomsky, comme on sait, s'est suicidé au moment d'être arrêté.

« Les Dieux ont soif ». Partout on annonce des arrestations ou des mises en cause.

Qui reste de la vieille garde ? A côté de Staline et de Kalinine, figure décorative, Molotov, du moins quant à présent, Vorochilov, le Géorgien Ordjonikidze, celui qui opéra l'épuration du parti. Et ce sont eux, avec des Kaganovitch, qui étaient visés comme victimes prédestinées des terroristes...

Mais, fait important, on cite aussi des personnalités militaires, dont Putna, attaché militaire à Londres, le Directeur de l'Académie militaire et plusieurs généraux de l'armée rouge.

Ces arrestations en masse, les monstrueuses exécutions qui ont lieu et celles qui se dessinent, doivent être interprétées en fonction de la guerre et de la place qui revient à l'U. R. S. S. sur le front de la répression capitaliste contre le prolétariat mondial. La bureaucratie centriste russe soutire la plus-value de ses ouvriers et de ses paysans en vue de la préparation à la guerre. La Révolution d'Octobre issue de la lutte contre la guerre impérialiste de 1914, est exploitée par les épigones dégénérés pour pousser les nouvelles générations à la future guerre impérialiste.

A la mystique quasi-religieuse d'un ordre militant des premières années de la Révolution, on a substitué la galvanisation de la jeunesse pour la guerre. Même dans le domaine économique, où tout l'effort pour la planification est coloré d'un symbolisme guerrier : front économique, brigades de choc, cavalerie légère du parti, avant-garde pour l'électrification, etc..., la conception de la Patrie est remise au premier plan, non sous le terme général et géographique « Strana » (pays) mais bien sous le terme nationaliste « Otieczestvo » (de « Otez » + père) comme à l'époque tsariste.

Mobiliser le prolétariat russe pour la défense de la Patrie, même avec l'adjectif

« socialiste », voilà où on en est en Russie ! C'est bien ce qui se reflète dans la lettre de Rakovsky à la « Pravda » quand il flétrit le prétendu attentat contre Vorochilov « vainqueur de la future guerre entre le socialisme et le fascisme. »...

Mais il semble que les choses ne vont pas tout droit en U. R. S. S. En effet, en dépit d'une impossibilité de contrôle et des sources tendancieuses des nouvelles qu'un mécontentement croissant en Russie aurait même provoqué quelques révoltes, tout porte à croire que ces bruits ont quelque fondement et les récentes exécutions doivent être interprétées comme en étant une sorte de confirmation indirecte.

Mécontentement des ouvriers, soumis à cette nouvelle forme « raffinée » d'exploitation qu'on appelle « stakhanovisme » et, par laquelle — à côté d'une petite quantité de privilégiés — la presque totalité des ouvriers russes, incapables d'adapter le rythme de leur travail aux normes nouvelles du rendement, ont subi une réduction massive de leurs salaires, augmentant encore leur différenciation.

Mécontentement des paysans. — Le problème de la paysannerie est capital en Russie et on le retrouve à la base de toutes les discussions et de toutes les divergences. La Russie est un immense pays, essentiellement agricole. Les différents « plans quinquennaux » ne sont, en dernière analyse, qu'un effort pour créer une formidable industrie lourde, destinée aux nécessités de la guerre et à la production en masse d'un outillage agricole destiné à développer la mécanisation de l'agriculture, condition indispensable à la renaissance économique du pays.

Les paysans, qui constituent 87 p. c. de la population, forment le principal noyau de l'armée et pour cette raison, on a dû leur faire des concessions. C'est ainsi qu'ils ont été autorisés à exploiter un champ individuel, à posséder du bétail, à vendre le surplus de leur production au marché. Ce qui eut pour conséquence directe d'améliorer le ravitaillement des villes en produits agricoles et de sauver le cheptel.

En vertu de l'économie planifiée, les paysans doivent céder à l'état un certain pourcentage de produits ; en 1929, l'Etat avait ainsi reçu 151 millions de quintaux métriques. A la fin de la première période quinquennale, en 1932, ce chiffre a atteint 187 millions, 200 millions en 1933 et 206